



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



**Programme
Alimentaire
Mondial**

RAPPORT SPÉCIAL

Résumé

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

14 novembre 2016



Le présent rapport a été établi par Alessandro Costantino, Muhammad Dost, Abdessalam Fikri et Swithun Goodbody (FAO) et Arif Husain, Mariko Kawabata, Ahmad Shah Shahi et Jean-Martin Bauer (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. De plus, les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Mario Zappacosta
Économiste principal, EST-SMIAR
Division du commerce international et des marchés
FAO
Mél: giewws1@fao.org

Muhannad Hadi
Directeur régional
PAM
Mél: muhannad.hadi@wfp.org

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giewws/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

R A P P O R T S P É C I A L

Résumé

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

14 novembre 2016

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-209504-0

© FAO, 2016

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Les photographies de la page de couverture sont de: A. Costantino, S. Goodbody et Y. Jasem.

Faits saillants

- La situation économique de la République arabe syrienne s'est encore davantage dégradée au cours des 12 derniers mois. Le produit intérieur brut, qui avait accusé une contraction de 5,3 pour cent en 2015, devrait perdre encore 3,3 pour cent 2016. En 2015, l'inflation a grimpé à 38 pour cent environ du fait des pénuries généralisées et de la réduction des subventions en faveur du carburant et de certaines denrées alimentaires. La livre syrienne a continué de se déprécier: de janvier à la mi-août 2016, sa valeur est tombée de 395 à 530 pour un dollar E-U.
- La superficie sous céréales pour la campagne agricole 2015/16 est la plus faible jamais enregistrée: selon les estimations, 900 000 hectares ont été ensemencés en blé, contre 1,5 million d'hectares avant la crise.
- La production de blé est estimée à 1,5 million de tonnes, soit 55 pour cent de moins que le volume moyen enregistré avant le conflit, à savoir 3,4 millions de tonnes (2007-2011). La production d'orge, culture plus résistante aux conditions météorologiques néfastes et aux pénuries d'intrants, a atteint 877 000 tonnes, ce qui est plus que la moyenne des dix dernières années.
- Les précipitations tombées au cours de la campagne agricole ont été variables dans le pays: alors que la principale région agricole de Hassaké à l'est a bénéficié d'une pluviosité supérieure à la moyenne, dans les gouvernorats d'Alep, d'Idlib et de Homs, les pluies ont été inférieures à la moyenne et de vastes superficies agricoles ont été touchées par la sécheresse. Les dégâts causés aux infrastructures d'irrigation ont accentué les effets de l'irrégularité des précipitations sur l'état et le rendement des cultures.
- En outre, la production agricole a continué d'être gravement entravée par l'insécurité, qui a rendu difficile l'accès aux champs; par la destruction, les dommages, le manque d'entretien et de pièces détachées s'agissant des infrastructures d'irrigation et des machines agricoles; ainsi que par la cherté des intrants et leur insuffisance (carburant, semences et engrais). Toutefois, la situation est très différente d'un gouvernorat à l'autre, ce qui laisse penser qu'il serait possible d'intensifier l'appui à l'agriculture dans les zones relativement accessibles.
- Selon les estimations, le pays enregistre un déficit d'environ 838 000 tonnes pour couvrir ses besoins en blé (3,854 millions de tonnes), en tenant compte des importations commerciales.
- Le secteur de l'élevage, qui représentait autrefois une part importante de l'économie et du commerce extérieur de la République arabe syrienne, a été très touché depuis 2011, aussi bien pour ce qui est du cheptel que de la volaille, reculant de plus de 30 pour cent dans le cas des bovins et de plus de 40 pour cent dans celui des ovins et caprins, tandis que la volaille, habituellement la source de protéines animales la plus répandue et la plus accessible, a perdu 60 pour cent, principalement du fait des pénuries d'aliments pour volailles à un prix abordable.
- En ce qui concerne les parcours, leur disponibilité et leur accessibilité ont souffert de l'insuffisance des précipitations et de l'insécurité généralisée. Les aliments pour animaux sont devenus de plus en plus onéreux, en particulier dans les zones à forte concentration de personnes déplacées qui sont venues avec leurs troupeaux.
- Les services vétérinaires du pays sont rapidement à court de vaccins et de médicaments vétérinaires de base, raison pour laquelle un nombre croissant de médicaments vétérinaires peu fiables ont été vendus sur le marché au cours de cette dernière année.
- Aucune maladie végétale ou animale majeure n'a été signalée dans la région avoisinante en dépit du nombre limité de produits phytosanitaires sur les marchés et de la perturbation des services vétérinaires.
- Les problèmes de transport et le morcellement des marchés sont généralisés. Les producteurs, les transporteurs et les négociants sont confrontés à des coûts élevés et à des problèmes de sécurité. Les transferts des excédents de blé du nord-est aux zones à déficit vivrier à l'ouest du pays n'ont pas augmenté par rapport à l'an dernier. Les invendus de blé s'accumulent dans le nord-est, tandis que l'ouest dépend en grande partie des importations.
- Après avoir suivi une tendance à la hausse soutenue depuis début 2015, les prix de la farine de blé ont chuté sur plusieurs grands marchés, perdant de 12 à 15 pour cent en juin 2016 en raison de l'arrivée des nouvelles récoltes ou des parachutages d'aide alimentaire dans certaines zones assiégées, qui ont accru les disponibilités et également conduit à une stabilisation temporaire du taux de change et de l'inflation générale. Toutefois, les prix du blé restaient en juin de 40 à 50 pour cent supérieurs à ceux enregistrés 12 mois auparavant.
- Du fait de la réduction du cheptel, les prix du bétail ont fortement augmenté. Les prix des bovins, des ovins, des caprins et de la volaille ont plus ou moins doublé entre 2015 et 2016 sur les marchés situés tant dans les zones sous contrôle du gouvernement que dans celles aux mains des rebelles.
- Au cours des 12 derniers mois, les prix des produits agricoles et animaux ont augmenté, mais la

poussée à la hausse exercée par l'insuffisance des disponibilités a été en partie neutralisée par le faible pouvoir d'achat, qui a limité la demande; les prix des produits finis ont augmenté plus lentement que ceux des intrants de production, qui ont grimpé du fait des sanctions économiques, de la perturbation des marchés et de dépréciation de la livre syrienne. Par conséquent, les agriculteurs ont subi de lourdes pertes.

- La capacité de résistance des agriculteurs est très compromise après cinq années de conflit et de combats; nombreux sont ceux qui risquent de renoncer à la production alimentaire, ce qui pourrait avoir de graves conséquences sur les disponibilités vivrières nationales et sur la sécurité alimentaire des ménages agricoles et du reste de la population. Ainsi, il est urgent d'accorder un ferme soutien aux agriculteurs en leur fournissant les intrants nécessaires et en remettant en état les installations d'irrigation.
- Le secteur public, les entreprises privées et les différents secteurs industriels ont été très perturbés et incapables d'assurer la subsistance de la population de la République arabe syrienne. Touchés par la diminution ou la perte de leurs revenus directs, les ménages se sont tournés vers d'autres sources telles que les envois de fonds et l'emprunt de sommes d'argent auprès de membres de la famille ou d'amis: selon les estimations, un tiers des ménages se sont endettés, le plus souvent pour acheter de la nourriture.
- Près de la moitié des ménages syriens ont recours à des stratégies radicales, souvent irréversibles, pour survivre, qui impliquent notamment de vendre leurs actifs productifs. Ces stratégies d'adaptation sont les plus répandues dans les zones directement touchées par le conflit, parmi lesquelles les gouvernorats d'Idlib, Quneitra, Dara, Alep, Hassaké, Sweida, Hama et Damas campagne.
- En juin 2016, 9,4 millions de Syriens avaient, selon les estimations, besoin d'une aide alimentaire, soit 8 pour cent de plus qu'en septembre 2015. L'augmentation est la plus notable dans les gouvernorats de Quneitra, Dara, Damas, Idlib et Alep, qui ont enregistré de nouveaux déplacements de population et une aggravation des conditions d'accès aux vivres.
- En août, l'insécurité alimentaire était particulièrement marquée pour environ 592 000 personnes vivant dans 18 zones assiégées difficiles d'accès, dans lesquelles les disponibilités vivrières sont très limitées et la population est essentiellement tributaire de l'aide alimentaire. Les opérations de secours devraient continuer de viser ces communautés.

INTRODUCTION

Une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire s'est rendue en République arabe syrienne du 15 juin au 1er juillet 2016 pour estimer la production agricole et évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire.

À leur arrivée en République arabe syrienne, les membres de la mission internationale ont passé six jours à Damas avant de rendre sur le terrain. Au cours de cette période, ils ont tout d'abord participé à une réunion inter institutions (FAO et PAM) visant à débattre de la stratégie et de l'itinéraire à suivre. La mission a ensuite tenu des réunions avec le Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire (MAAR), le Ministère des ressources en eau, le Ministère de l'environnement, l'Organisation générale du commerce et du traitement des céréales (HOBOOB), l'Organisation générale des aliments pour animaux et l'Organisation générale de la multiplication des semences, afin d'obtenir une vue d'ensemble de la situation de l'agriculture dans le pays en 2015/16.

Les déplacements de la mission hors de Damas ont été très limités cette année par le Ministère des affaires étrangères, pour des raisons de sécurité. Par conséquent, les membres de la mission n'ont pu se rendre que dans deux des 14 gouvernorats- Homs et Tartous. Le gouvernorat de Hassaké, qui assure de 40 à 50 pour cent de la production de blé de la République arabe syrienne, et dans lequel toute l'équipe s'était rendue en 2015, a été considéré cette année comme peu sûr du fait du récent conflit armé et de la possibilité d'une résurgence soudaine de la violence. Toutefois, tous les gouvernorats (à l'exception de Raqqqa) dans lesquels la mission n'a pu se rendre ont été couverts par des questionnaires détaillés et des entretiens menés par le personnel du MAAR, avec l'appui de la FAO. Ce personnel a reçu une formation de trois jours à la collecte de données en avril 2015, ainsi qu'une formation complémentaire en mai 2016 portant spécifiquement sur le questionnaire utilisé pour la présente mission.

Dans les gouvernorats, chaque fois que possible, les membres de la mission internationale et/ou du personnel national ont rencontré les responsables pertinents. Par ailleurs, ils ont interrogé des négociants pour déterminer le volume de produits agricoles arrivant sur les marchés par rapport aux années précédentes, et effectué des enquêtes de marché pour avoir une idée des tendances des prix. Sur le terrain, ils ont interrogé les agriculteurs pour comprendre la situation de la production agricole cette année et obtenir une estimation des rendements. Les membres de la mission ont aussi observé et inspecté les cultures, effectuant un nombre limité de coupes-échantillons pour les céréales. En outre, l'équipe principale, composée de fonctionnaires internationaux, a rencontré un groupe d'agriculteurs et d'éleveurs du gouvernorat de Hama auquel elle a posé des questions pendant que l'équipe était à Tartous. Les entretiens non structurés avec les agriculteurs ont couvert notamment les sujets suivants: disponibilité de semences et coûts; irrigation; disponibilité de la main-d'œuvre et coût; accès aux machines agricoles; coût et disponibilité du carburant; accès aux marchés; et stockage des céréales.

De retour à Damas, la mission a rencontré des directeurs agricoles, des agriculteurs et des propriétaires de bétail de Damas campagne, Quneitra et Sweida et a échangé ses impressions avec les divisions techniques du MAAR (voir la section sur les méthodes d'évaluation). Avant son départ, la mission a informé le Ministre de l'agriculture et des ministres adjoints de ses conclusions.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations formulées à l'issue de la mission en République arabe syrienne visent à accroître les moyens de subsistance et la résilience de la population aux fins de la sécurité alimentaire en prenant les mesures suivantes:

1. Répondre aux besoins immédiats par des interventions rapides destinées à appuyer la sécurité alimentaire et à renforcer la capacité d'absorption des populations vulnérables.
2. Renforcer les systèmes agro-écologiques et améliorer l'accès durable aux intrants et services agricoles essentiels et la gestion des ressources naturelles afin que les personnes qui dépendent du secteur puissent retrouver leurs moyens de subsistance.
3. Répondre aux risques systémiques (sécheresses, changement climatique et autres) pour sortir de la crise avec succès.

En particulier:

1. S'agissant d'accroître la capacité d'absorption:
 - Appuyer la production céréalière en remettant en état les systèmes de production et de distribution des semences, tout en fournissant les autres intrants agricoles nécessaires.
 - Appuyer la diversification de la production, notamment en fournissant des intrants agricoles tels que des bâches en plastique pour les serres et en encourageant d'autres cultures de rente pour accroître les revenus des ménages (herbes et épices, apiculture, etc.).
 - Fournir aux éleveurs des aliments pour animaux, des actifs, des vaccins et des médicaments vétérinaires d'usage courant.
 - Intensifier l'aide accordée à la production domestique de légumes et de volaille en distribuant des semences de qualité et des poussins.
2. S'agissant de récupérer les moyens de subsistance:
 - Établir une agriculture fondée sur la microentreprise dans les zones rurales.
 - Remettre en état les infrastructures d'irrigation endommagées et améliorer l'approvisionnement en eau aux fins d'une production efficiente grâce à des technologies bon marché (panneaux solaires et autres), éventuellement en mettant en œuvre des programmes de travail contre rémunération.
 - Créer des possibilités génératrices de revenus autres que dans le secteur agricole.
 - Ouvrir des crédits à l'intention des agriculteurs en utilisant d'autres systèmes de garantie, par exemple dans le cadre de contrats à terme.
 - Mettre en place dans les villages des centres privés de production et de distribution des semences pour compléter les distributions publiques limitées.
 - Fournir du sperme bovin de bonne qualité et des unités de production d'azote liquide afin d'améliorer la reproduction.
 - Créer des centres de taille limitée pour la collecte et le traitement du lait destiné aux marchés locaux, afin d'améliorer la variété de l'alimentation et d'éviter les maladies transmises par le lait cru, dans le souci d'assurer la santé publique.
 - Former les propriétaires de bétail au traitement domestique du lait pour faire du fromage, des yaourts et d'autres produits laitiers dans certaines zones, en particulier celles où l'accès aux autres marchés est difficile, afin de fournir des possibilités rémunératrices et d'améliorer le régime alimentaire local.
 - Envisager des sources d'énergie de substitution pour alimenter la production agricole en convertissant les déchets agricoles en combustible.
3. S'agissant de répondre aux risques systémiques et de se relever de la crise:
 - Continuer d'appuyer les centres d'observation d'alerte rapide en cas de sécheresse.
 - Continuer d'appuyer la gestion de l'information sur la sécurité alimentaire et les évaluations.
 - Remettre en état les services de vulgarisation et de recherche, en particulier pour les éleveurs locaux.
 - Remettre en état et étoffer les services vétérinaires, y compris relancer la production nationale de vaccins.
 - Remettre en état l'infrastructure à l'aide de sources d'énergie de remplacement aux fins d'assurer la durabilité.

En outre:

- Continuer d'apporter une aide alimentaire indispensable aux populations toujours plus exposées à l'insécurité alimentaire dans les zones assiégées et difficilement accessibles.
- Les groupes devant bénéficier en priorité de l'aide alimentaire comprennent les personnes déplacées au cours de l'année passée ou celles qui ont dû changer d'endroit à de multiples reprises; les ménages dirigés par une femme ou un enfant, les ménages se trouvant dans les zones assiégées et difficilement accessibles, les ménages ayant un accès limité aux marchés et les ménages dirigés par une personne handicapée ou touchée par une maladie chronique.
- Si les marchés le permettent, élargir le programme de distribution de coupons du PAM afin de soutenir le pouvoir d'achat des plus vulnérables tout en aidant les marchés vivriers locaux. Une évaluation des marchés spécifique serait menée pour évaluer les endroits adéquats; il faudrait suivre attentivement le fonctionnement des marchés, étant donné la fluidité de la situation concernant les prix et les approvisionnements.
- Passer en revue les besoins à l'aide d'une analyse approfondie de la sécurité alimentaire, afin d'affiner les estimations des populations exposées à l'insécurité alimentaire, en se fondant sur la diversité du régime alimentaire des ménages et leurs stratégies de survie. Cet exercice permettrait d'améliorer constamment le ciblage de l'aide.
- Fournir une aide aux meuneries et aux boulangeries publiques et privées situées dans les zones touchées par le conflit, par exemple en leur distribuant du combustible, de la levure ou des subventions.
- Continuer de suivre la situation de la sécurité alimentaire. Il faudrait mettre en place un système permettant d'actualiser régulièrement la situation de la sécurité alimentaire dans le pays, en se fondant sur des indicateurs liés à la production agricole, aux prix des denrées et aux résultats des ménages.

